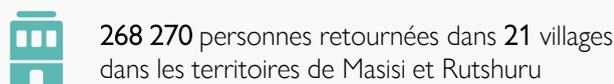


La DTM a identifié une population mobile de **904 829** individus au 20 mars 2023 et une population retournée estimée à **268 270** individus

Principales données sur le déplacement



Principales données sur les retours



CONTEXTE

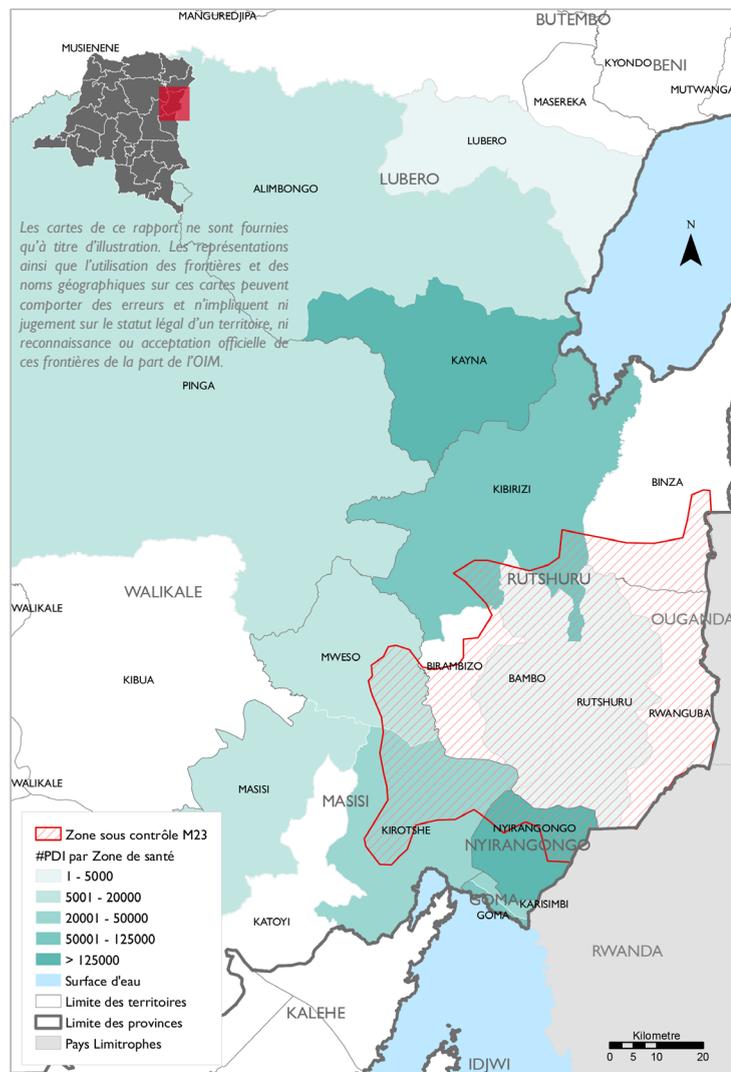
Depuis mars 2022, la République démocratique du Congo, en particulier dans sa province orientale du Nord-Kivu, est affectée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires liées aux conflits armés entre les structures militaires nationales de sécurité, notamment les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et le Mouvement du 23 mars (M23). Ceci a conduit à diverses poches de tension dans plusieurs localités, dont certaines ont abouti au contrôle de localités et de territoires, notamment Rutshuru, par le M23.

Après une apparente accalmie à la fin de l'année 2022, la situation sécuritaire est restée volatile tout au long du début de l'année 2023, marquée par une intensification des opérations militaires entre les Forces armées congolaises et les groupes armés du M23 qui se battent pour étendre leur contrôle sur d'autres territoires, notamment ceux de Masisi et de Lubero. Si la situation sécuritaire s'est améliorée dans certaines zones suite à une décision de "cessez-le-feu" et au retrait apparent du groupe armé M23 de certaines localités, l'impact des violences et la nécessité de se protéger continuent de provoquer de nouveaux déplacements préventifs, ainsi que des déplacements secondaires de populations fuyant les attaques contre diverses positions des FARDC et des combattants d'autodéfense dans le territoire de Masisi et de Rutshuru.

La situation sécuritaire volatile provoque des déplacements dans les zones marquées par la présence de groupes armés vers des communautés relativement calmes où les populations déplacées s'installent à la fois dans des centres collectifs, des sites et des villages d'accueil. Des vagues de retour dans certaines localités résultant d'une amélioration relative de la situation sécuritaire ont été observées dans le cadre de cette évaluation de crise menée par l'OIM du 11 au 20 mars 2023, en particulier dans les localités affectées par la crise.

L'incertitude entourant la résolution pacifique de ce conflit, qui dure depuis mars 2022, continue d'accroître les vulnérabilités des populations déplacées ainsi que des communautés d'accueil et d'alimenter les inquiétudes croissantes concernant une situation humanitaire déjà alarmante, et soulève des préoccupations justifiées concernant la diminution des ressources communautaires et l'insuffisance des réponses humanitaires face à l'ampleur de la crise.

CARTOGRAPHIE

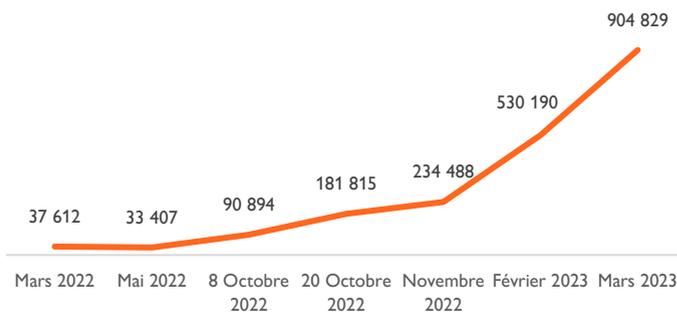


DÉPLACEMENT ET RETOUR DE LA POPULATION AFFECTÉE

Entre mars 2022 et mars 2023, la DTM à travers ses différentes évaluations, et notamment le « suivi de crise », a recensé une population déplacée estimée à 904 829 personnes ([données détaillées ici](#)). La DTM a observé une augmentation nette globale de 374 639 (71%) personnes déplacées comparativement au précédent rapport d'évaluation de crise ([février 2023](#)).

Dans l'ensemble, les mouvements retours ont augmenté de 415 pour cent par rapport à la dernière évaluation. Entre février et mars 2023, le nombre de retournés est estimé à 281 265 individus et est principalement concentré dans les territoires de Masisi et Rutshuru. La majorité des retours sont observés depuis la ville de Kiwanja (15%), le village de Kibirizi (13%) et la ville de Rutshuru (10%) dans le territoire de Rutshuru et Kitshanga (8%) dans le territoire de Masisi. L'augmentation du nombre de retournés dans les localités s'explique par le retrait du groupe M23, les retours après des déplacements préventifs face à d'éventuelles attaques du groupes armés et enfin par la détérioration des conditions de vie et l'insuffisance de l'aide humanitaire dans les zones d'accueil des déplacés.

Evolution de la population déplacée (individus) depuis le début de la crise



DÉMOGRAPHIE ET VULNÉRABILITÉ

Les hommes et les femmes constituent respectivement 40 pour cent et 60 pour cent de la population évaluées. Les enfants de (0 à 5 ans) représentent environ 11 pour cent. La taille moyenne des ménages PDI évalués est de 5,01 individus.

Composition démographique



Au total, 17 pour cent de la population évaluée appartiennent à des catégories de vulnérabilité particulières. Les mères allaitantes et les femmes enceintes représentent respectivement onze et quatre pour cent, suivies par les personnes âgées (1 %) et les personnes souffrant de handicaps physiques, représentent moins d'un pour cent.



PERCEPTION DES BESOINS PRIORITAIRES

Les partenaires humanitaires et gouvernementaux, ainsi que les membres des communautés d'accueil, fournissent une assistance aux personnes déplacées dans les zones d'accueil sous forme de nourriture, d'abris, de soins de santé, d'eau, d'assainissement, CASH, mais cela reste insuffisant par rapport aux vagues fréquentes de déplacement que cette crise a provoquées depuis le début. Il convient de noter, selon les informateurs clés, que les personnes déplacées qui sont arrivées récemment, soit depuis février 2023, n'ont reçu aucune assistance.

Les informateurs clés ont toujours placé l'accès au soin de santé, à la nourriture, aux abris et à l'eau au centre de leurs préoccupations. D'après les évaluations passées, la malnutrition et les problèmes de santé sont les principales préoccupations des arrivants, de même que l'absence d'infrastructures dans les lieux d'installation. Ces préoccupations s'inscrivent dans un contexte de besoins aigus et d'infrastructures insuffisantes, où la demande d'aide est supérieure à l'offre actuelle. Pour assurer leur survie, les ménages se déplacent constamment en évaluant soigneusement leurs options en fonction de l'endroit où l'aide humanitaire est fournie et projetée, plutôt que de rester immobiles et d'espérer un soutien.

Il est à noter que la forte proportion de femmes et d'enfants suggère le besoin d'activités ciblant ces catégories plus vulnérables, notamment dans le secteur de la protection.

Besoins prioritaires perçus



SITUATION DANS LES VILLAGES SOUS EMPRISE DU M23

Le mouvement M23 a adopté un cessez-le-feu effectif en mars après plusieurs jours de combats contre les forces gouvernementales et après avoir pris le contrôle de la ville stratégique de Kitshanga. Malgré leur retrait relatif de certaines zones, notamment Mweso et Kiribizi, les zones contrôlées par le M23 abritent encore une grande partie de la population de la province qui tente de mener une vie normale sous l'imposition du groupe armé. La population est encore limitée dans ses mouvements et est obligée de se déplacer clandestinement pour éviter les représailles. Pour le reste, elle est contrainte de vaquer à ses occupations et de mener une vie normale.

La crise continue d'affecter négativement la situation sécuritaire générale ainsi que la situation économique, et risque d'entraîner une certaine pénurie de produits de première nécessité ainsi que la perte d'emplois et d'accès aux champs en raison de la fermeture des routes commerciales entre les zones occupées par le M23 et les zones contrôlées par les forces armées congolaises (FARDC).

Il est fait état d'atteintes à la vie et à l'intégrité des personnes dans les zones contrôlées par les forces du M23. La crise continue d'affecter négativement la sécurité et la situation humanitaire dans les zones contrôlées, car de nombreuses personnes affectées par la crise n'ont reçu aucune assistance en raison du manque de ressources et surtout du manque d'accès physique.